

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

Avis 32.601/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES 32.601/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 26 novembre 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet d'ordonnance "modifiant l'ordonnance du 27 avril 1995 relative aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur", a donné le 18 mars 2002 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 26 november 2001 door de Minister-Voorzitter van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "ter wijziging van de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende de taxidiensten en diensten voor verhuur van wagens met chauffeur", heeft op 18 maart 2002 het volgende advies gegeven :

OBSERVATION PREALABLE

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitales est tenu de solliciter l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale sur les avant-projets d'ordonnance relatifs aux matières relevant de la compétence de la Région et ayant une incidence sur sa vie économique et sociale.

En l'espèce, cette formalité n'a pas été accomplie.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Dispositif

Articles 3 et 4 (article 5 en projet)

1. Le texte précise que le Gouvernement peut "segmenter le nombre maximum précité entre ces différentes catégories". Il y a lieu de remplacer le mot "segmenter" par le mot "répartir".

Par ailleurs, l'exposé des motifs semble décrire un système légèrement différent, en ce sens qu'il ne s'agirait pas de répartir un nombre maximum entre différentes catégories mais de fixer, pour chaque catégorie un nombre maximum.

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet d'exprimer clairement ses intentions.

2. A l'alinéa 4 de l'article 5 en projet, compte tenu de la réponse qui sera donnée à l'observation précédente, il y a lieu de préciser à quel "nombre maximum" il est fait référence.

A l'alinéa 5, en projet, il y a lieu d'écrire : "... en réponse à l'avis publié au Moniteur belge ...".

.../...

3. La structure de l'ordonnance laisse à désirer. Il est suggéré de rassembler dans une seule disposition ou dans une seule subdivision les conditions et critères d'autorisation qui, outre les dispositions nouvelles relatives aux projets à présenter par les candidats, figurent actuellement pour l'essentiel dans les articles 6 et 8 de l'ordonnance du 27 avril 1995 relative aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur.

Article 5
(article 7 en projet)

1. Il y a lieu d'écrire :

- "1° Le paragraphe 1^{er} est remplacé par les paragraphes suivants : (... réécrire entièrement les paragraphes 1 à 3).
- 2° Au paragraphe 2, qui devient le paragraphe 4, (...)"

2. L'exposé des motifs indique que :

"S'agissant des attestations émanant des organismes d'assurances sociales, il est précisé que seront considérés comme étant «en règle de cotisations sociales» les exploitants pouvant se prévaloir d'un plan d'apurement accepté par l'organisme dont ils relèvent ou accordé par une décision judiciaire. En outre, en matière de cotisations sociales d'indépendants, il pourra être tenu compte de l'accusé de réception d'une demande de dispense introduite auprès de la Commission compétente.".

Ces précisions ne figurent cependant pas dans l'avant-projet d'ordonnance.

3. L'alinéa 1^{er} du paragraphe 2 dispose que la revalidation doit être demandée entre le 1^{er} janvier et le 30 juin. Il convient, dès lors, d'éviter que l'avant-projet n'entre en vigueur entre ces deux dates, ou de prévoir une disposition transitoire pour la première revalidation.

.../...

Article 6

Eu égard au fait que selon l'article 5, alinéa 5, en projet, les décisions sont prises "au terme d'une comparaison qualitative des projets présentés par les candidats", il ne se conçoit pas que les décisions d'octroi et refus soient prises par des autorités différentes. En conséquence cette disposition doit être omise.

Article 7

(article 10 en projet).

Le dernier alinéa est inutile, en effet, la motivation des actes administratifs en général est déjà prévue par la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

La même observation vaut pour l'article 10bis, § 3, en projet.

Article 8

(article 10bis en projet)

1. Au paragraphe 1^{er}, 2°, il y a lieu d'écrire, in fine : "et répondre en outre aux critères fixés par le Gouvernement".

Plus fondamentalement, l'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur le fait que, sauf justification objective et raisonnable, les conditions que doit remplir le cessionnaire doivent être les mêmes que celles que doit remplir tout demandeur d'une autorisation.

2. Il n'y a pas lieu de diviser en paragraphes l'article en projet.

Article 9

Il y a lieu d'éviter de renuméroter les subdivisions d'un texte après la modification ou l'abrogation de l'une de celles-ci. En effet, pareil procédé affecte la lisibilité des références actuelles à ce texte.

Article 10

(article 12, alinéa 2, en projet)

L'ajout proposé doit être omis. En effet, l'article 12, alinéa 1^{er}, dispose que c'est le Gouvernement qui retire ou suspend l'autorisation. C'est au Gouvernement lui-même à régler cette question, en respectant les conditions et les limites du pouvoir de délégation.

Article 11

(modification de l'article 14, alinéa 3)

L'exposé des motifs justifie cette disposition par la volonté d'éviter le triplement de la taxe prévu à l'article 17, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 23 juillet 1992 relative à la taxe régionale des occupants d'immeubles bâtis et de titulaires de droits réels sur certains immeubles.

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est cependant attirée sur le fait, d'une part, que l'article 9 de l'ordonnance du 21 février 2002 portant réforme des taxes régionales remplace les mots "deux fois le montant" par les mots "50 %" et, d'autre part, que cette règle est contenue à l'article 17, alinéa 2 et non pas 17, alinéa 1^{er}.

La même observation vaut pour l'article 14 de l'avant-projet (article 31 en projet).

Article 12
(article 28, alinéa 3, en projet)

L'article 28, alinéa 3, en projet, habilite le Gouvernement à arrêter les dispositions relatives aux véhicules exploités comme taxis ou comme voitures de location avec chauffeur, notamment en ce qui concerne l'ancienneté du véhicule, la couleur et le degré de pollution de son moteur.

Si rien ne s'oppose à ce que la Région détermine la couleur des taxis et fixe une limite d'ancienneté en ce qui concerne les véhicules pouvant servir de taxis ⁽¹⁾, il ne peut être admis que la Région transpose, pour les taxis, les normes européennes en matière d'émissions polluantes. Ce faisant, la Région empiéterait sur les compétences de l'autorité fédérale en ce qui concerne "les prescriptions techniques relatives aux moyens de communication et de transport" (article 6, § 4, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles).

Dans l'avis 28.549/3, donné le 14 décembre 1998, par la section de législation du Conseil d'Etat sur un avant-projet devenu l'ordonnance du 25 mars 1999 relative à l'évaluation et l'amélioration de la qualité de l'air ambiant, la section de législation du Conseil d'Etat a estimé que :

"En ce qui concerne l'obligation, visée à l'article 22 du projet, d'équiper, dans un délai déterminé, le parc automobile d'un pourcentage de véhicules «utilisant des technologies respectueuses de l'environnement», la région peut uniquement être réputée compétente pour imposer cette obligation à ses propres services et aux organismes publics qu'elle a créés en application de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980. Imposer une telle obligation à des tiers constituerait une ingérence disproportionnée dans la compétence fédérale d'édicter les normes et les prescriptions techniques en matière de moyens de transport."

⁽¹⁾ Ces règles se trouvaient d'ailleurs dans le projet d'arrêté "relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur" . Dans l'avis 27.357/4 la section de législation n'a pas formulé d'observation à cet égard.

De même, dans l'avis 22.573, donné le 13 décembre 1993 ⁽²⁾, la section de législation du Conseil d'Etat a estimé que :

"(...) l'on ne pourrait imaginer que, sous le bénéfice de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, le Gouvernement wallon fixe des conditions techniques pour l'utilisation de véhicules qui, circulant sur les routes, répondent à toutes les prescriptions techniques imposées par l'autorité fédérale.

On pourrait, par contre, admettre que certaines spécifications puissent être imposées par le Gouvernement wallon, notamment sur des sentiers et des pistes ou en dehors de la voie publique.

La disposition doit être fondamentalement revue."

Il va de soi, cependant, que les véhicules utilisés comme taxis doivent respecter les normes de droit européen directement applicables et la législation fédérale transposant les directives en matière de prescriptions techniques.

Article 14

Sous réserve de l'observation formulée sous l'article 11 de l'avant-projet, les mots "devenant § 3, alinéa 3," doivent être omis, l'article 31, en projet, ne comprenant pas pareille subdivision et n'étant pas modifié par l'avant-projet.

Article 17

1. Les deux alinéas de cette disposition ont des objets différents. L'alinéa 1^{er} fixant l'entrée en vigueur deviendra l'article 18.

2. Il n'y a pas lieu de déroger à la règle habituelle d'entrée en vigueur des ordonnances en précisant que celle-ci entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

⁽²⁾ Sur un projet devenu le décret du 16 février 1995 fixant les dispositions particulières à la Région wallonne en ce qui concerne la circulation du public dans les bois et forêts en général.

OBSERVATIONS FINALES DE LEGISTIQUE ET DE LANGUE
CONCERNANT LE TEXTE NÉERLANDAIS DE L'AVANT- PROJET

Le texte néerlandais de l'avant-projet est de piètre qualité. Ainsi, la formule de proposition, l'arrêté de présentation, le contreseing et les phrases liminaires des dispositions ne sont pas en conformité avec la circulaire "Légistique formelle : Recommandations et formules" (voir site Internet <http://www.raadvst-consetat.be/pdf/wetgt_nl.pdf>). De plus, la dénomination officielle est "Brusselse Hoofdstedelijke Regering", et non "Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest". La version néerlandaise de l'avant-projet laisse également à désirer sur le plan de la correction de la langue. C'est sous réserve des observations qui précèdent sur la teneur de l'avant-projet que les propositions suivantes sont formulées :

Dispositif

Dans tout l'avant-projet, il convient d'écrire "lid" au lieu de "alinea", "leden" au lieu de "alinea's", "exploitant" au lieu de "uitbater", "exploitanten" au lieu de "uitbaters", "exploiteren" au lieu de "uitbaten", "geëxploiteerd" au lieu de "uitgebaat" et "exploitatie-activiteiten" au lieu de "uitbatingsactiviteiten".

Article 1^{er}

Cet article doit être rédigé comme suit:

"Art. 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet."

Article 4
(article 5 en projet)

L'alinéa six en projet doit être rédigé comme suit:

"De Regering wordt gemachtigd om de voorwaarden en criteria te bepalen waaraan de door de kandidaten ingediende projecten moeten voldoen opdat ze ontvankelijk worden geacht en vervolgens worden onderzocht, alsook de vorm en de inhoud van het bericht dat in het Belgisch Staatsblad moet worden bekendgemaakt, de termijn waarbinnen de projecten moeten worden ingediend en de procedure betreffende de beslissing die na het onderzoeken van die projecten moet worden genomen."

Article 7
(article 10 en projet)

Il convient d'écrire "hernieuwing genoemd in artikel 7" au lieu de "vernieuwing zoals weergegeven in artikel 7".

Au 1°, mieux vaut écrire "samenwonende" en un seul mot et "in geval van" en trois mots.

Au 2°, il convient d'écrire "opricht" au lieu de "creëert" et "hoofdaandeelhouder" au lieu de "meerderheidspartner".

Article 8
(article 10bis en projet)

Au 2° en projet, mieux vaut écrire "de artikelen" au lieu de "artikels".

Article 12(article 28, alinéa 3, en projet)

La première phrase du 2° en projet doit être rédigé comme suit :

"2° de voertuigen die door een exploitant voor het eerst voor een taxidienst worden aangewend, zijn wit of zwart van kleur."

Article 13(article 29 de l'ordonnance que l'on tend à modifier)

Il convient d'écrire :

"De Regering kan, in de gevallen die ze bepaalt, beslissen in de prijs van de rit tegemoet te komen."

Article 15(article 16 en projet)

Il y a lieu d'écrire :

"In artikel 33, § 2, van dezelfde ordonnantie worden tussen de woorden "toe te passen" en het woord "moet" de woorden "en na te gaan of deze ordonnantie, de uitvoeringsbesluiten ervan en de exploitatievergunningen worden nageleefd" ingevoegd."

Article 16

Il y a lieu de remplacer le mot "opgegeven" par le mot "opgeheven".

Article 17

Il convient d'écrire "deze ordonnantie" au lieu de "onderhavige ordonnantie" et "artikelen" au lieu de "artikels".

VOORAFGAANDE OPMERKING

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering behoort het advies van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in te winnen over voorontwerpen van ordonnantie die betrekking hebben op aangelegenheden die tot de bevoegdheid van het gewest behoren en een weerslag hebben op het economische en sociale leven ervan.

In het onderhavige geval is dat vormvoorschrift niet vervuld.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Dispositief

Artikelen 3 en 4 (ontworpen artikel 5)

1. In de tekst staat dat de Regering "voornoemde maximum aantal over deze verschillende categorieën (kan) omslaan". Het woord "omslaan" moet worden vervangen door het woord "spreiden".

Bovendien lijkt in de memorie van toelichting een regeling te worden beschreven die daarvan enigermate verschilt, in die zin dat het niet de bedoeling zou zijn een maximum aantal over verschillende categorieën te spreiden, maar voor elke categorie een maximum aantal te bepalen.

De steller van het voorontwerp moet zijn bedoeling duidelijk tot uiting laten komen.

2. In het ontworpen artikel 5, vierde lid, moet, rekening houdend met het gevolg dat aan de vorige opmerking zal worden gegeven, worden gepreciseerd naar welk "maximum aantal" wordt verwezen.

.../...

In het ontworpen vijfde lid schrijve men : "... in antwoord op het in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakte bericht ...".

3. De structuur van de ordonnantie laat te wensen over. Voorgesteld wordt alle vergunningsvoorwaarden en -criteria die zich nu, met uitzondering van de nieuwe bepalingen betreffende projecten die door de kandidaten worden ingediend, hoofdzakelijk in de artikelen 6 en 8 van de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur bevinden, in één enkele bepaling of in één enkele onderverdeling samen te brengen.

Artikel 5
(ontworpen artikel 7)

1. Men schrijve :

- "1° Paragraaf 1 wordt vervangen door de volgende paragrafen : (... de paragrafen 1 tot 3 volledig herschrijven).
- 2° In paragraaf 2, die paragraaf 4 wordt, worden in het eerste lid de woorden "zal geweigerd worden" vervangen door de woorden "kan geweigerd worden".

2. In de memorie van toelichting staat het volgende :

"Aangezien het hier gaat om attesten uitgaande van sociale verzekeringsinstellingen, wordt hierbij verduidelijkt dat uitbaters die zich kunnen beroepen op een vereffeningsregeling die werd aanvaard door de instelling waar zij lid van zijn of die werd toegekend door een rechterlijke beslissing, zichzelf «in regel met de sociale bijdragen» kunnen beschouwen. Bovendien zal voor wat betreft de sociale bijdragen van zelfstandigen rekening kunnen worden gehouden met het ontvangstbewijs van een aanvraag tot vrijstelling, dat bij de bevoegde Commissie werd ingediend.".

Die preciseringen komen echter niet voor in het voorontwerp van ordonnantie.

.../...

3. Paragraaf 2, eerste lid, bepaalt dat de verlenging moet worden aangevraagd tussen 1 januari en 30 juni. Het ontwerp mag dus niet tussen die twee data in werking treden. Mocht dat toch het geval zijn, dan moet voor de eerste verlenging in een overgangsbepaling worden voorzien.

Artikel 6

Aangezien de beslissingen volgens het ontworpen artikel 5, vijfde lid, worden genomen "na een kwalitatieve vergelijking van de projecten die de kandidaten (...) hebben voorgelegd", is het ondenkbaar dat de beslissingen om een vergunning toe te kennen of te weigeren door verschillende overheidsinstanties worden genomen. Die bepaling behoort dus te vervallen.

Artikel 7

(ontworpen artikel 10)

Het laatste lid is overbodig, omdat het motiveren van bestuurshandelingen reeds algemeen wordt voorgeschreven bij de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

Deze opmerking geldt ook voor het ontworpen artikel 10bis, § 3.

Artikel 8

(ontworpen artikel 10bis)

1. Aan het einde van paragraaf 1, 2°, schrijve men : "... en moet bovendien voldoen aan de door de Regering vastgelegde criteria".

Meer fundamenteel wordt de steller van het voorontwerp erop attent gemaakt dat de voorwaarden die de overnemer moet vervullen dezelfde moeten zijn als die waaraan elke aanvrager van een vergunning moet voldoen, tenzij daarvoor een objectieve en redelijke uitleg wordt gegeven.

.../...

2. Er is geen reden om het ontworpen artikel in paragrafen in te delen.

Artikel 9

Onderverdelingen mogen niet worden vernummerd nadat één daarvan is gewijzigd of opgeheven. Dat bemoeilijkt immers de leesbaarheid van bestaande verwijzingen naar die regeling.

Artikel 10

(ontworpen artikel 12, tweede lid)

De voorgestelde toevoeging moet vervallen. Artikel 12, eerste lid, bepaalt immers dat de vergunning door de Regering wordt ingetrokken of geschorst. De Regering behoort die aangelegenheid zelf te regelen, met inachtneming van de voorwaarden en de beperkingen van de delegatiebevoegdheid.

Artikel 11

(wijziging van artikel 14, derde lid)

In de memorie van toelichting wordt als reden voor die bepaling opgegeven dat men een verdrievoudiging wil voorkomen van de belasting bedoeld in artikel 17, eerste lid, van de ordonnantie van 23 juli 1992 betreffende de gewestbelasting ten laste van bezetters van bebouwde eigendommen en houders van een zakelijk recht op sommige onroerende goederen.

De steller van het voorontwerp wordt echter attent gemaakt op het volgende: enerzijds zijn de woorden "het dubbele" bij artikel 9 van de ordonnantie van 21 februari 2002 tot hervorming van de gewestelijke belastingen vervangen door de woorden "50%" en anderzijds is die regel vervat in artikel 17, tweede lid, en niet in artikel 17, eerste lid.

Deze opmerking geldt ook voor artikel 14 van het voorontwerp (ontworpen artikel 31).

Artikel 12

(ontworpen artikel 28, derde lid)

Het ontworpen artikel 28, derde lid, machtigt de Regering om de bepalingen vast te stellen betreffende de voertuigen die als taxi of als huurwagen met chauffeur worden geëxploiteerd, in het bijzonder wat betreft de ouderdom van het voertuig, de kleur van het voertuig en de graad van verontreiniging van de motor ervan.

Hoewel niets eraan in de weg staat dat het Gewest de kleur van taxi's bepaalt en een ouderdomsgrens oplegt voor voertuigen die dienst kunnen doen als taxi ⁽¹⁾, kan niet worden aanvaard dat het Gewest Europese richtlijnen inzake verontreinigende emissies omzet voor taxi's. Daardoor zou het Gewest zich begeven op het bevoegdheidsterrein van de federale overheid betreffende "de technische voorschriften inzake verkeers- en vervoermiddelen" (artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen).

In advies 28.549/3 d.d. 14 december 1998 dat de afdeling wetgeving van de Raad van State heeft gegeven over een voorontwerp dat heeft geleid tot de ordonnantie van 25 maart 1999 betreffende de beoordeling en de verbetering van de luchtkwaliteit, heeft de afdeling wetgeving het volgende geoordeeld :

"Wat de in artikel 22 van het ontwerp bedoelde verplichting betreft om binnen een bepaalde periode het wagenpark uit te rusten met een percentage voertuigen die op "milieuvriendelijke technologieën rijden", kan het gewest alleen bevoegd worden geacht om die verplichting op te leggen voor zijn eigen diensten en voor de openbare instellingen die het met toepassing van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 heeft opgericht. Het opleggen van een dergelijke verplichting aan derden zou neerkomen op een onevenredige inmenging in de federale bevoegdheid om de normen en technische voorschriften inzake vervoermiddelen vast te stellen."

⁽¹⁾ Die voorschriften stonden overigens in het ontwerp van besluit "betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur". In advies 27.357/4 heeft de afdeling wetgeving geen opmerking gemaakt in dat verband.

Zo ook heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State in advies 22.573 van 13 december 1993 ⁽²⁾ geoordeeld :

"(...) l'on ne pourrait imaginer que, sous le bénéfice de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, le Gouvernement wallon fixe des conditions techniques pour l'utilisation de véhicules qui, circulant sur les routes, répondent à toutes les prescriptions techniques imposées par l'autorité fédérale.

On pourrait, par contre, admettre que certaines spécifications puissent être imposées par le Gouvernement wallon, notamment sur des sentiers et des pistes ou en dehors de la voie publique.

La disposition doit être fondamentalement revue."

Het is echter vanzelfsprekend dat voertuigen die als taxi worden gebruikt, in overeenstemming moeten zijn met de rechtstreeks toepasselijke Europeesrechtelijke normen en met de federale wetgeving waarin de richtlijnen over technische voorschriften worden omgezet.

Artikel 14

Onder voorbehoud van de opmerking onder artikel 11 van het voorontwerp moeten de woorden "dat § 3, alinea 3 wordt" vervallen, aangezien het ontworpen artikel 31 geen dergelijke onderverdeling bevat en bij het voorontwerp niet wordt gewijzigd.

Artikel 17

1. De twee leden van deze bepaling hebben betrekking op verschillende zaken. Het eerste lid, waarin de inwerkingtreding wordt geregeld, moet artikel 18 worden.

⁽²⁾ Over een ontwerp dat heeft geleid tot het decreet van 16 februari 1995 tot vaststelling van aan het Waalse Gewest eigen bepalingen in verband met het openbaar verkeer in bossen en wouden in het algemeen.

2. Er is geen reden om van de gebruikelijke regel betreffende de inwerkingtreding van ordonnanties af te wijken door te preciseren dat deze ordonnantie in werking treedt de dag waarop ze in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

SLOTOPMERKINGEN VAN WETGEVINGSTECHNISCHE EN TAALKUNDIGE AARD OVER DE NEDERLANDSE TEKST VAN HET ONTWERP

De Nederlandse tekst van het voorontwerp is erbarmelijk gesteld. Zo zijn het voordrachtformulier, het indieningsbesluit, het ondertekeningsformulier en de inleidende zinnen van de bepalingen niet conform de handleiding "Wetgevingstechniek: Aanbevelingen en Formules. Die handleiding kan worden geraadpleegd op de website <http://www.raadvst-consetat.be/pdf/wetgt_nl.pdf>. Bovendien luidt de officiële benaming "Brusselse Hoofdstedelijke Regering" in plaats van "Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest". Ook uit een oogpunt van correct taalgebruik laat de Nederlandse versie van het voorontwerp te wensen over. Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte inhoudelijke opmerkingen worden in dat verband de volgende tekstvoorstellen gedaan :

Dispositief

In het hele voorontwerp schrijve men "lid" in plaats van "alineá", "leden" in plaats van "alineá's", "exploitant" in plaats van "uitbater", "exploitanten" in plaats van "uitbaters", "exploiteren" in plaats van "uitbaten", "geëxploiteerd" in plaats van "uitgebaat" en "exploitatie-activiteiten" in plaats van "uitbatingsactiviteiten".

Artikel 1

Dit artikel behoort als volgt te worden gesteld :

"Art. 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet."

.../...

Artikel 4
(ontworpen artikel 5)

Het ontworpen zesde lid behoort als volgt te worden gesteld :

"De Regering wordt gemachtigd om de voorwaarden en criteria te bepalen waaraan de door de kandidaten ingediende projecten moeten voldoen opdat ze ontvankelijk worden geacht en vervolgens worden onderzocht, alsook de vorm en de inhoud van het bericht dat in het Belgisch Staatsblad moet worden bekendgemaakt, de termijn waarbinnen de projecten moeten worden ingediend en de procedure betreffende de beslissing die na het onderzoeken van die projecten moet worden genomen."

Artikel 7
(ontworpen artikel 10)

Men schrijve "hernieuwing genoemd in artikel 7" in plaats van "vernieuwing zoals weergegeven in artikel 7".

In onderdeel 1° schrijve men "samenwonende" in één woord en "in geval van" in drie woorden.

In onderdeel 2° schrijve men "opricht" in plaats van "creëert" en "hoofdaandeelhouder" in plaats van "meerderheidspartner".

Artikel 8
(ontworpen artikel 10bis)

In het ontworpen onderdeel 2° schrijve men "de artikelen" in plaats van "artikels".

Artikel 12(ontworpen artikel 28, derde lid)

De eerste zin van het ontworpen onderdeel 2° behoort als volgt te worden gesteld :

"2° de voertuigen die door een exploitant voor het eerst voor een taxidienst worden aangewend, zijn wit of zwart van kleur."

Artikel 13(artikel 29 van de te wijzigen ordonnantie)

Men schrijve :

"De Regering kan, in de gevallen die ze bepaalt, beslissen in de prijs van de rit tegemoet te komen."

Artikel 15(ontworpen artikel 16)

Men schrijve :

"In artikel 33, § 2, van dezelfde ordonnantie worden tussen de woorden "toe te passen" en het woord "moet" de woorden "en na te gaan of deze ordonnantie, de uitvoeringsbesluiten ervan en de exploitatievergunningen worden nageleefd" ingevoegd."

Artikel 16

Men schrijve "opgeheven" in plaats van "opgegeven".

Artikel 17

Men schrijve "deze ordonnantie" in plaats van "onderhavige ordonnantie"
en "artikelen" in plaats van "artikels".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame
Mevrouw

M.-L. WILLOT-THOMAS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs
de Heren

P. LIÉNARDY,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,
B. GLANSDORFF,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

A.-C. VAN GEERSDAELE,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. BROUWERS, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. BROUWERS, referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

M.-L. WILLOT-THOMAS